

## **Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe**

Le juge administratif a longtemps paru éloigné du droit de la concurrence, cela étant dû principalement à la loi du 6 juillet 1987 qui a transféré le contentieux des décisions du conseil de la concurrence au juge judiciaire. Depuis la fin des années 90, le juge administratif applique le droit de la concurrence dans différentes hypothèses. Cette évolution comporte un risque majeur : celui de voir se développer des règles de concurrence spécifiques à l'administration, ce qui nuirait à l'unité du droit de la concurrence. Pourquoi le juge administratif applique-t-il le droit de la concurrence ? Comment le juge administratif applique-t-il le droit de la concurrence ? La présente étude se propose de répondre successivement à ces deux questions. Sont ainsi vérifiés le bien-fondé de l'insertion de la juridiction administrative dans le système institutionnel de mise en oeuvre du droit de la concurrence et l'aptitude du juge administratif à appliquer ce droit sans porter atteinte à son unité.

"This volume is a collection of the papers presented at the first ('kick-off') meeting in ... Dornburg, near Jena (Germany), 26-28 May 2005"--Foreword.

Le juge en général et le juge administratif en particulier sont des artisans de l'Etat de droit. Le contrôle juridictionnel qu'ils exercent sur l'administration demeure la

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

garantie effective de l'Etat de droit et en conditionne la réalisation. Par sa mission délicate, après saisine, d'annuler les décisions des autorités administratives qui causent grief aux administrés, le juge administratif incarne un rôle cardinal dans l'émergence de l'Etat de droit.

This book analyses the supposed erosion of the authority of EU law from various perspectives: legislation, jurisprudence of national supreme and constitutional courts, enforcement of Single Market rules, of EMU rules and of the rule of law. It discusses the interdependence between the perceived legitimacy of the European project and respect for the authority of EU law.

Access to justice in environmental matters has been a topic for increasing legal discourse and law-making in international, European Community (EC) and national arenas. The 1998 Aarhus Convention provides new norms of international law, inspired by the 1992 Rio Declaration. EC law on access to justice is being drafted and changes can be observed in the laws of the European Union (EU) members states. This timely book presents the state-of-the-art of access to justice in environmental matters in the European Union. It provides a thematic and comparative introduction of the topic, followed by thorough descriptions of EC law and the law of each EU member state. The chapters are written in English or French with a summary in the other language.

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

L'accandegrave;s andegrave; la justice en matiandegrave;re d'environnement a fait l'objet de plus en plus de dandacute;bats juridiques et de dandacute;veloppements l'andacute;gislatifs en droit international, communautaire et national. La Convention d'Aarhus de 1998 dandacute;finit de nouvelles normes de droit international, faisant suite andegrave; la Dandacute;claration de Rio de 1992. Le droit communautaire en matiandegrave;re d'accandegrave;s andegrave; la justice est en voie d'andacute;laboration et dandacute;jandegrave; des changements peuvent andecirc;tre observandacute;s dans les lois nationales des andEacute;tats membres de l'Union europandacute;enne. Cet ouvrage, qui arrive en temps opportun, prandacute;sente l'andacute;tat actuel de l'accandegrave;s andegrave; la justice en matiandegrave;re d'environnement dans l'Union europandacute;enne. Une introduction thandacute;matique et comparative du sujet est suivie par une description approfondie du droit communautaire et du droit national de chaque andEacute;tat membre de l'Union europandacute;enne. Les chapitres sont randacute;digandacute;s soit en franandccedil;ais soit en anglais, accompagnandacute;s respectivement d'un randacute;sumandacute; dans l'autre langue.

Anstatt sich Rechten anzunähern, indem sie in verschiedene inhaltliche

Kategorien eingeteilt oder von anderen Konzepten wie Prinzipien unterschieden werden, legt dieses Buch nahe, dass individuelle Rechte durch eine relationale Definition besser verstanden werden. Ein individuelles Recht nach EU-Recht kann somit als das Korrelat einer Verpflichtung definiert werden, das durch das Interesse eines Einzelnen an der Erfüllung dieser Verpflichtung ausgelöst wird. Das Buch untersucht die Rechtsprechung des EuGH und zeigt, dass diese Definition von individuellen Rechten dem Test der Zeit und den aufeinanderfolgenden Umgestaltungen der Rechtsordnung der EU widersteht. Catherine Warin, Rechtsanwältin in der Anwaltskammer Luxemburg, promovierte an der Universität Luxemburg. Dieses Buch basiert auf ihrer Doktorarbeit, für die sie von der Doctoral School of Law der Universität Luxemburg mit dem Pierre-Pescatore-Preis ausgezeichnet wurde.

L'objet de cette recherche est de découvrir, à travers la jurisprudence des juridictions administratives, les principes directeurs du traitement juridictionnel des atteintes à l'environnement. Ainsi, ont pu être dégagées deux idées-force autour desquelles s'articule la jurisprudence administrative. D'une part, le conflit environnemental est traduit en termes d'atteinte, à cours ou à moyen terme, aux intérêts de l'homme, individu situé dans l'espace et dans le temps. Dès lors, la dimension collective des atteintes portées à l'environnement échappe-t-elle

largement au juge administratif. D'autre part, saisi d'un litige environnemental, le juge administratif se situe essentiellement dans une logique de conciliation des intérêts contradictoires que constituent l'aménagement, l'exploitation des ressources et la protection de l'environnement, en usant du standard du raisonnable. Partant, on a pu opposer le contentieux de la légalité à celui de la responsabilité, dans le sens où il n'est pas, dans le premier, d'inadaptation fondamentale des techniques et principes juridictionnels à la matière environnementale, alors que, dans le second, le juge administratif se trouve dans une véritable impasse.

Premier ouvrage conçu par un membre du Conseil d'État et un universitaire, ce manuel, à vocation pédagogique, présente d'une manière renouvelée les lignes de force qui structurent depuis deux siècles le modèle français de contrôle juridictionnel de l'administration. Le contentieux administratif a profondément évolué au cours du dernier quart de siècle. Par l'effet conjoint de réformes textuelles et d'avancées jurisprudentielles, le juge administratif dispose désormais de tous les moyens nécessaires pour assurer le contrôle de l'action administrative. Aux développements classiques consacrés à l'histoire et à l'organisation de l'ordre administratif, à la distinction de ses contentieux et aux procédures qui sont applicables, s'ajoute une présentation des règles et des

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

pratiques contentieuses sous un angle plus original : analyse des principes directeurs du procès, description de la chaîne contentieuse, place du dialogue des juges dans l'exercice des pouvoirs juridictionnels. Selon le principe de la collection, le cours est suivi de compléments pédagogiques pour vérifier ses acquis théoriques et se préparer aux examens.

This book examines the issue of free access to information as part of the openness and transparency principles. The free access to public information has become one of the most hotly contested aspects of contemporary government and public administration. Many countries in Europe have well-established Freedom of Information laws (FOIAs), while others have adopted them more recently. The problems that occur in the implementation of FOIAs are different due to the legal and institutional context; nevertheless, patterns of best practices and malfunctioning are comparable. The book analyses in comparative and empirical perspective the respective main challenges. Whilst the existing literature focusses on the legal provisions, this book offers practical insights through 13 national profiles and the EU level, on how effective the legal provisions of FOIAs really prove to be.

This volume examines the implementation of the Return Directive from the perspective of judicial dialogue. While the role of judges has been widely

addressed in European asylum law and EU law more generally, their role in EU return policy has hitherto remained under explored. This volume addresses the interaction and dialogue between domestic judiciaries and European courts in the implementation of European return policy. The book brings together leading authors from various backgrounds, including legal scholars, judges and practitioners. This allows the collection to offer theoretical and practical perspectives on important questions regarding the regulation of irregular migration in Europe, such as: what constitutes inadequate implementation of the Directive and under which conditions can judicial dialogue solve it? How can judges ensure that the right balance is struck between effective return procedures and fundamental rights? Why do we see different patterns of judicial dialogue in the Member States when it comes to particular questions of return policy, for example regarding the use of detention? These questions are more timely than ever given the shifting public discourse on immigration and the growing political backlash against immigration courts. This book will be essential reading for all scholars and practitioners in the fields of immigration law and policy, EU law and public law.

Avec plus de 70 000 affaires par an, les référés et autres procédures d'urgence représentent plus d'un tiers du contentieux porté devant les juridictions

administratives. Demande de célérité des justiciables, multiplication des procédures, réponse efficace des tribunaux : le volume d'affaires soumis au juge de l'urgence a plus que doublé en l'espace d'une décennie. Le phénomène ne cesse de s'accroître, au point de faire des référés un temps essentiel du procès administratif. La maîtrise de ces voies de droit, dont certaines permettent l'économie d'un recours au fond, voire représentent elles-mêmes un recours au fond, devient ainsi plus que jamais indispensable. Destinée à guider le praticien dans le dédale de la quarantaine de procédures existantes (référés d'urgence, référés ordinaires, procédures en matière de contrats et marchés et de droit des étrangers, référés particuliers, procédures réservées aux autorités publiques), cette deuxième édition, largement enrichie, analyse chacune d'elles à la lumière des textes et de la jurisprudence la plus récente. L'auteur étudie, pour chaque type de référé, les conditions d'engagement du recours, les conditions d'obtention d'une mesure, la procédure de jugement, la décision prononcée et les voies de recours ouvertes. Cette présentation systématique favorise la comparaison entre procédures. Elle permet de retenir la voie de droit la mieux adaptée et d'élaborer une stratégie contentieuse. Ces développements sont complétés de conseils et mises en garde tant à l'adresse du demandeur que du défendeur, d'exemples de requêtes et de mémoires en défense ainsi que de



fiches présentant, pour les situations les plus fréquemment rencontrées, la procédure à engager et les conditions à satisfaire. Avocats, magistrats, juristes des collectivités publiques, des entreprises et des associations disposent ainsi d'un véritable outil pratique pour engager une demande en référé ou pour y répliquer de manière réactive. Les universitaires et étudiants, tout comme les élèves avocats et simples particuliers, pourront également le consulter avec profit.

"La problématique du juge de l'Union européenne comme juge administratif est fondée sur la dialectique de l'organe et de la fonction. Il existe un rapport de rétroaction entre la fonction de juger l'administration et la création d'un droit administratif. Les fonctions du juge de l'Union en matière administrative sont ambivalentes. Il est le juge direct d'une administration européenne éclatée qui n'est pas investie d'une plénitude de compétence. La Cour de Justice s'est alors érigée en juge indirect des administrations nationales qui sont les administrations de droit commun de l'Union européenne. La transversalité du droit administratif européen donne ainsi une cohérence à la complexité de la fonction d'administrer en droit de l'Union. Corrélativement, le juge s'affirme comme protecteur des droits des administrés et arbitre de l'intérêt général et des intérêts particuliers. Sur le terrain contentieux, une dissociation s'opère entre le contentieux

administratif et le contentieux constitutionnel. Cette bipartition, qui repose sur un critère finaliste, impose une lecture dualiste de certaines voies de droit. Au sein du contentieux administratif, il semble possible de dégager une théorie du contentieux qui repose sur la distinction entre contentieux de la légalité et plein contentieux. Cette classification est fondée sur un critère matériel, celui de la question posée au juge. Si le litige ne va pas au delà d'une question de légalité, il s'agit des contentieux éponymes de la légalité. Si la requête sollicite davantage qu'une appréciation de légalité, il s'agit des contentieux de pleine juridiction. C'est le cas des contentieux de la responsabilité ou de la réformation" (publisher).

Amorcé par l'arrêt Köbler, un mouvement jurisprudentiel récent a conduit la Cour de justice à concevoir divers mécanismes qui permettent aux justiciables de sanctionner, directement ou indirectement, une juridiction nationale qui a méconnu son obligation de renvoi préjudiciel. C'est ainsi que les justiciables pourront solliciter la remise en cause de la chose décidée, voire de la chose jugée ou encore, chercher à engager la responsabilité «judiciaire» de l'État. On pressent pourtant que les solutions, très restrictives, forgées par la Cour de justice sont supplantées par les dispositifs nationaux. Ceux-ci paraissent en effet plus aisés à actionner, voire plus performants, qu'il s'agisse de la violation du droit au juge légal, comme en Allemagne ou en Espagne, ou encore de l'introduction du dispositif législatif suédois. La présentation – sans égal à ce jour – de près de vingt rapports nationaux permettra de mieux apprécier l'effectivité de la protection juridictionnelle dont disposent les justiciables via le

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

renvoi préjudiciel. L'intérêt de cet ouvrage est d'autant plus vif que l'adhésion prochaine de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'homme se traduira vraisemblablement par une revitalisation des dispositions permettant de sanctionner une violation de l'obligation de renvoi préjudiciel. Cet ouvrage s'adresse principalement aux magistrats et aux avocats, ainsi qu'aux universitaires spécialisés dans l'étude du droit processuel.

Dans un contexte d'internationalisation du droit, l'article 55 de la constitution du 4 octobre 1958 est un instrument privilégié de la gestion des rapports de systèmes, au service du juge administratif. L'article 55 constitue même la seule norme de référence utilisée, étant entendu que pour le juge administratif, le droit international n'a de valeur en droit interne qu'à travers la norme fondamentale et que la place des normes externes dans l'ordre juridique interne dépend de l'option constitutionnelle choisie. Le juge administratif construit une politique jurisprudentielle à l'égard des rapports entre ordres juridique interne et international, entièrement fondée sur une relecture évolutive de l'article 55 de la Constitution. En fonction de sa vision des rapports de systèmes, il a recours à l'article 55 comme instrument d'aménagement d'une hiérarchie normative plus ou moins favorable à la norme externe mais également comme instrument de contrôle de l'intégration de la norme internationale dans l'ordre juridique interne. L'article 55 est rédigé de telle manière qu'il laisse au juge une marge d'appréciation importante. Cette marge d'appréciation est utilisée par le juge administratif dans le but de préserver la souveraineté de l'Etat tout en accordant au droit international une autorité et une efficacité dans la hiérarchie interne des normes. La jurisprudence relative à l'article 55 met en évidence ces deux axes de la politique jurisprudentielle relative aux normes externes. Le juge administratif est partagé entre

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

son obligation d'assurer l'intégration des normes externes dans l'ordre interne et sa mission de juge interne, qui le conduit à préserver les fondements essentiels de sa compétence, en l'occurrence la Constitution.

The contributions brought together in this book derive from joint seminars, held by scholars between colleagues from the University of Oxford and the University of Paris II. Their starting point is the original divergence between the two jurisdictions, with the initial rejection of the public-private divide in English Law, but on the other hand its total acceptance as natural in French Law. Then, they go on to demonstrate that the two systems have converged, the British one towards a certain degree of acceptance of the division, the French one towards a growing questioning of it. However this is not the only part of the story, since both visions are now commonly coloured and affected by European Law and by globalisation, which introduces new tensions into our legal understanding of what is "public" and what is "private".

S'inscrivant dans le cadre des activités de l'Observatoire juridique Natura 2000, le thème du présent ouvrage porte sur les questions juridiques que soulève l'application par le juge national – constitutionnel, administratif et judiciaire – des dispositions relatives à Natura 2000, en vue d'évaluer la contribution du juge à l'effectivité de ces dernières. Corps de règles complexe, technique, faisant appel à des concepts scientifiques ardu à interpréter pour un non-scientifique, le régime Natura 2000 n'est guère aisé à appliquer pour un juge non spécialisé. Le recours à l'expertise est souvent indispensable pour déterminer dans quelle mesure tel ou tel standard – par exemple le caractère « significatif » d'un impact – a été respecté ou non. Pour cette raison, les solutions trouvées par le juge aux différents problèmes que pose l'application du régime Natura 2000 dans les différents États membres méritent

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

l'attention et sera enrichissante tant pour le chercheur que pour le praticien. As part of the activities of the Legal Observatory Natura 2000, this book focuses on legal issues arising from the implementation by the national courts – constitutional, administrative and judicial ones – of the provisions relating to Natura 2000, in order to assess the contribution of the judge to the effectiveness of this regime. The enforcement of this legislation, which encompasses a complex body of technical rules, grounded on scientific concepts difficult to interpret for a non-scientist, is not easy to apply by a non-specialized judge. The use of expertise is essential to determine how a particular standard – for example the «significant» character of an impact – has been met or not. For this reason, the solutions found by the judge to the various problems arising from the application of the Natura 2000 provisions in the different Member States deserve attention and will be rewarding for both researchers and practitioners.

La problématique du juge de l'Union européenne comme juge administratif est fondée sur la dialectique de l'organe et de la fonction. Il existe un rapport de rétroaction entre la fonction de juger l'administration et la création d'un droit administratif. Les fonctions du juge de l'Union en matière administrative sont ambivalentes. Il est le juge direct d'une administration européenne éclatée qui n'est pas investie d'une plénitude de compétence. La Cour de Justice s'est alors érigée en juge indirect des administrations nationales qui sont les administrations de droit commun de l'Union européenne. La transversalité du droit administratif européen donne ainsi une cohérence à la complexité de la fonction d'administrer en droit de l'Union. Corrélativement, le juge s'affirme comme protecteur des droits des administrés et arbitre de l'intérêt général et des intérêts particuliers. Sur le terrain contentieux, une dissociation s'opère entre le contentieux administratif et le contentieux constitutionnel.

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

Cette bipartition, qui repose sur un critère finaliste, impose une lecture dualiste de certaines voies de droit. Au sein du contentieux administratif, il semble possible de dégager une théorie du contentieux qui repose sur la distinction entre contentieux de la légalité et plein contentieux. Cette classification est fondée sur un critère matériel, celui de la question posée au juge. Si le litige ne va pas au delà d'une question de légalité, il s'agit des contentieux éponymes de la légalité. Si la requête sollicite davantage qu'une appréciation de légalité, il s'agit des contentieux de pleine juridiction. C'est le cas des contentieux de la responsabilité ou de la réformation

La présence du droit pénal dans le procès administratif se manifeste de façon variée. L'incompétence du juge administratif pour connaître des actes liés à une procédure pénale en est un exemple classique. Plus largement, toutes les composantes du litige pénal peuvent jouer un rôle dans le litige administratif, qu'elles soient mises à profit par les parties au procès ou que le juge administratif y ait spontanément recours. Outre le litige pénal, les règles pénales ont elles aussi un impact sur le procès administratif. L'autorité répressive administrative s'est ainsi vu imposer, peu à peu, le respect des garanties offertes à la personne mise en cause devant le juge pénal. Faut-il y lire le signe d'une influence croissante du droit pénal sur l'action du juge administratif, voire celui d'une pénalisation du droit administratif ? Cette idée, souvent avancée, répond à un mode d'appréhension conflictuel et aujourd'hui dépassé des rapports entre les ordres juridictionnels et leurs droits respectifs. Si la contrainte, d'ailleurs souvent acceptée, n'est pas absente des relations existant entre le juge administratif et le droit pénal, celles-ci sont tout autant faites d'indifférence, d'influence plus ou moins forte ou d'utilisation par le juge administratif des ressources du droit pénal. Le

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

respect par le juge administratif de la fonction du juge pénal, avec laquelle il ne se reconnaît logiquement pas le droit d'interférer, ne l'empêche pas de remplir la sienne, si besoin en s'appuyant sur un droit pénal qui, loin de l'empêcher d'exercer sa liberté, lui en donne parfois les moyens.

This book presents an analysis of the concept of the administrative act and its classification as 'foreign', and studies the administrative procedure for adopting administrative acts in a range of countries in and outside Europe. While focusing on the recognition and execution of foreign administrative acts, the book examines the validity, efficacy and enforceability of foreign administrative acts at national level. The book starts with a general analysis of the issue, offering general conclusions about the experiences in different countries. It then analyses the aforementioned themes from the perspective of the domestic law of different European nations and a number of international organisations (European Union, MERCOSUR, and Andean Community). In addition, the book studies the role of the European Union in the progress towards the recognition and execution of foreign administrative acts, where the principle of mutual recognition plays a vital part. Finally, the book analyses the international conventions on the recognition and execution of administrative acts and on the legalisation of public documents.

Ce volume s'ouvre par une réflexion sur les conditions de l'existence du droit spécifique à l'administration. Ses sources formelles (première partie) se singularisent par un phénomène contemporain d'affermissement des sources les plus élevées (Constitution, traités) au détriment des autres, plus anciennes (loi, règlement, jurisprudence). L'origine néanmoins encore essentiellement jurisprudentielle de ce droit se comprend à l'examen (deuxième partie)

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

de l'organisation de l'ordre juridictionnel administratif et des recours par lesquels il est saisi. Sa compétence (troisième partie), souvent délicate à établir et source de conflits, renvoie aux deux principes fondamentaux de notre ordre juridique, que sont la séparation des pouvoirs et la séparation des autorités. Ce manuel en deux tomes (1. Les sources et le juge ; 2. L'action administrative) est destiné aux étudiants en 2e année de licence de droit ou d'AES, aux élèves des Instituts d'études politiques, et plus généralement aux candidats aux concours de la fonction publique.

Contentieux administratif : un plan de cours détaillé et une synthèse des notions clés Matière fondamentale du droit public français, le contentieux administratif a pour objet principal le règlement des litiges survenant à l'occasion d'une activité administrative. Le plan original de ce nouvel ouvrage répond, aux différentes questions que se pose un justiciable ou un étudiant qui s'intéresse au contentieux administratif : Qui est le juge administratif et plus particulièrement, quelles sont ses attributions ? Dans quelles circonstances, à quelles conditions et comment le justiciable peut-il s'adresser à la juridiction administrative ? Que peut-il demander et obtenir du juge administratif ? Enfin, que peut et que doit faire le juge administratif pour résoudre les litiges dont il est saisi ?

This title examines the process through which the European Convention on Human Rights, along with the case law of the European Court of Human Rights, has been interpreted and applied in the Member States, and how this has impacted upon their domestic legal orders. This comprehensive Research Handbook offers an in-depth examination of the most significant factors affecting compliance with international human rights law, which has emerged as one of the key problems in the efforts to promote effective protection of human rights. In particular, it



## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

examines the relationships between regional human rights courts and domestic actors and judiciaries.

LE PRINCIPE DE SEPARATION, TEL QU'IL EST INTERPRETE EN FRANCE, AMENE A CONFIER LE CONTENTIEUX ADMINISTRATIF A UN JUGE AUTRE QUE LE JUGE ORDINAIRE : A SAVOIR, LE JUGE ADMINISTRATIF. EN ITALIE, APRES UNE PHASE HISTORIQUE CARACTERISEE (SELON LE PRINCIPE D'UNITE DE JURIDICTION) PAR L'ABOLITION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF, ON RETABLIT LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE ; SE REALISE AINSI UN SYSTEME DE JUSTICE ASSEZ PROCHE DU SYSTEME FRANCAIS. EN ESPAGNE, A LA SUITE DE DIVERS CHANGEMENTS, ON PARVIENT A FONDER UNE ORGANISATION JURIDICTIONNELLE OU LES DEUX JUGES, QUOIQU'ILS SONT DISTINCTS (MAIS NON "SEPARÉS"), SE TROUVENT "UNIS" DANS LE MEME POUVOIR JUDICIAIRE. LA FRANCE ET, PLUS ENCORE, L'ESPAGNE, S'EN TIENNENT AU PRINCIPE DU LIEN DE LA COMPETENCE AVEC LE FOND : LE JUGE ADMINISTRATIF CONNAIT DES LITIGES DE DROIT ADMINISTRATIF ET LE JUGE ORDINAIRE DE CEUX DE DROIT COMMUN. L'ITALIE DISTINGUE LES DROITS SUBJECTIFS DES INTERETS LEGITIMES : LES PREMIERS RELEVANT DU JUGE ORDINAIRE ET LES SECONDS DU JUGE ADMINISTRATIF ; MAIS LES SOLUTIONS CONCRETES SONT ASSEZ ANALOGUES A CELLES DES DEUX AUTRES PAYS. EN FRANCE ET EN ESPAGNE LES CONFLITS DE COMPETENCE SONT RESOLUS PAR UNE JURIDICTION MIXTE "PARITAIRE", EN ITALIE PAR LA COUR DE CASSATION.

Hauriou proclamait en 1899 : "on nous change notre État". On peut dire

aujourd'hui qu'on nous change notre juridiction administrative. À travers les réformes mises en place par les lois des 31/12/1987, 8/02/1995 et 30/06/2000, un nouveau juge administratif est apparu. En tant qu'organe consultatif, comme en tant qu'organe juridictionnel, il se comporte en administrateur. Étudier ce mouvement suppose de poser d'abord la question de la distinction entre "juger" et "administrer". Sans aboutir à une assimilation abusive, nous montrerons qu'il est néanmoins difficile d'opérer cette distinction, qu'elle soit envisagée au plan des fonctions, au plan des organes ou au plan des actes. Cette proximité du "juger" et de l'"administrer" favorise le passage du juge administratif de l'un à l'autre. Il reste alors à identifier l'objet de l'administration du juge. D'abord, le juge administratif se fait, à travers son activité interprétative des textes, administrateur du droit et se présente aussi, à travers sa fonction de contrôle et sa fonction contentieuse, comme administrateur de l'activité normative de l'administration. Ensuite, le juge administratif, se fait administrateur de l'institution et de l'activité juridictionnelles, notamment en tant que gestionnaire des juridictions administratives générales, juge de cassation.

The Yearbook of the European Convention for the Prevention of Torture offers an essential annual overview of developments in relation to the ECPT. Part One contains general information. Part Two is about the European Committee for the

## Get Free Le Juge Administratif Et And Reactions Aca Europe

prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment (CPT). Part Three is a general report on the activities of the European Committee for the prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment. Part Four contains reports on visits by the European Committee for the prevention of torture and inhuman or degrading treatment or punishment and responses of governments. Bilingual: English and French; 2-volume set.

Aujourd'hui présent dans tous les secteurs du droit administratif, d'une complexité croissante, le maniement du droit communautaire est délicat. La reconnaissance de sa primauté et la sanction de sa violation qui en découle sont des questions redoutables pour le juge administratif devant continuellement concilier le respect des engagements communautaires de l'Etat et sa souveraineté.

Cette étude consiste à démontrer que les procédures administratives d'urgence ont entraîné une modification de la conception du rôle du juge administratif : d'une part, par rapport aux libertés fondamentales dont le juge administratif a dû déterminer et encadrer la notion ; d'autre part, par rapport à l'autorité administrative vis-à-vis de laquelle le juge administratif a retiré un pouvoir accru qui lui donne la vigueur d'un juge administrateur. Cette étude est présentée en deux parties on s'attache, dans une première partie, à montrer comment les

procédures d'urgence, mises à sa disposition par la loi du 30 juin 2000, permettent au juge administratif de faire cesser les atteintes aux libertés fondamentales. Dans une deuxième partie, on tentera de mettre en lumière l'évolution du rôle du juge administratif dans ses relations avec l'administration. Les procédures d'urgence ont conduit à l'élargissement de ses pouvoirs, ce qui a entraîné un renforcement de l'autorité du juge administratif par rapport l'administration.

[Copyright: c599e511b45b932da1240676d7f5d515](https://www.pdfdrive.com/le-juge-administratif-et-les-reactions-aca-europe)